

Discours du Président de la République Inauguration de la 5ème édition de la Grande Exposition du Fabriqué en France.

Mesdames, Messieurs les parlementaires,
Mesdames, Messieurs les présidentes et présidents de régions, départements élus,
Mesdames, Messieurs les maires,
Mesdames, Messieurs les chefs d'entreprise, collaboratrices et collaborateurs,
Mesdames, Messieurs les membres du jury, un immense merci, mais je vais y revenir. Mesdames,
Messieurs les lauréats,
Mesdames, Messieurs vos grades et qualités, chers amis.

Écoutez, c'est une grande joie pour moi à nouveau de vous accueillir ici à l'Élysée pour cette grande exposition du fabriqué en France. Il y avait ici plusieurs combattants du produire et de l'acheter français qui sont là, des salons magnifiques qui ont été faits bien avant celui-ci. Et merci infiniment de ces initiatives pour le Made in France, pour l'acheter français, pour nos entreprises du patrimoine vivant.

Mais on a décidé ces dernières années de faire à l'Élysée cette grande exposition du fabriqué en France qui connaît un succès remarquable et c'est devenu l'un des lieux qui participe de cette promotion du produire français et qui incite nos compatriotes à acheter français. Et c'est une grande fierté parce que c'est, je crois, le sens de ces lieux. Pendant l'espace de quelques jours, la salle des fêtes devient un lieu d'exposition de toutes les régions, vous le voyez, hexagonales comme ultramarines. Le parc devient un lieu d'exposition comme la cour d'honneur de drones, de tracteurs, de voitures, etc.

Cette année, nous exposons 123 produits fabriqués dans tout le pays. 123. C'est une opportunité qui sera offerte pendant tous ces jours à nos compatriotes de venir les voir, comprendre, s'émerveiller. C'est une source de fierté. Et on en a besoin.

Je veux avant toute chose remercier très chaleureusement Pierre Hermé qui préside le jury cette année pour cette cinquième édition. Merci. Merci, cher Pierre, en plus de tout le reste. Connu de tous et solutions à tous les régimes alimentaires, notre magnifique pâtissier, et qui a eu toute cette équipe de France qui a sélectionné les projets qui leur étaient soumis et qui a fait un très gros travail. Je remercie donc tous les membres du jury. Je veux aussi remercier nos préfets de région pour leur travail remarquable et leur engagement en faveur du Fabriqué en France. Vraiment, merci à tous et bravo pour avoir remonté les dossiers, avoir sélectionné et avoir permis ce travail.

Outre les membres du jury, nous avons le plaisir aussi de compter parmi nous près de 250 exposants ce soir et tout le week-end. Je veux saisir cette occasion, et c'est ce que nous venons de faire à l'instant, vous l'avez entendu, pour exprimer ma gratitude à nos représentants et ambassadeurs des WorldSkills qui sont aussi présents. Alors, vous le savez, c'est le concours d'excellence français, européen, international, pour tant et tant de métiers, pour nos jeunes. La France y excelle, on a accueilli le concours il y a quelques années ensemble et je cherche Florence des yeux, elle doit être par là, elle est là puisqu'elle est dans le jury. Et donc, 27 médailles lors des Euroskills à Herning au Danemark qui permettent à la France, vous pouvez les réapplaudir, d'être championne d'Europe. Donc, c'est une très grande fierté parce que pour tous ces jeunes, et ils sont souvent très jeunes, c'est le fruit d'un très grand travail, d'un investissement, de celui aussi de leurs maîtres, de leurs experts, de leurs enseignants. Et puis, ce sont des sillons qu'on creuse et d'autres jeunes qu'ils vont entraîner vers ces métiers extrêmement variés, du paysage, on l'a vu tout à l'heure, à la soudure, en passant par la coiffure, la métallurgie, l'ébénisterie, etc.

Je veux aussi féliciter les nouveaux lauréats de la compétition France qui s'est tenue à Marseille en octobre. Ils ont contribué à la 48e compétition nationale. Maintenant, je suis certain qu'ils pourront poursuivre avec la compétition qui vient à Shanghai et qui sera en septembre 2026. Mais vraiment, bravo à nos champions. Vous savez combien on vous soutient ici et partout dans les ministères et on continue.

Je veux également remercier les élus et parlementaires qui valorisent nos savoir-faire français. Plusieurs sont présents ici, à nos côtés, et ils le font dans leurs textes, ils le font dans leur quotidien sur le terrain, ainsi que les institutionnels et partenaires de l'écosystème PME, incluant la DGE, la Direction des douanes, BPI France, le SGPI et bien d'autres. Je remercie les ministres qui sont là pour porter tous ces sujets de l'éducation nationale au travail en passant par les territoires, l'industrie et le commerce, qui sont cette équipe de France du fabriqué en France.

Vous constaterez, si vous n'avez pas commencé à déambuler, la très grande diversité des produits exposés. Ça va des industries de défense à l'artisanat d'art en passant par la gastronomie. C'est la force de la production sur nos territoires. Parmi eux, nous avons 27 entreprises du patrimoine vivant, 18 certifiées Origine France Garantie, 40 % de ces entreprises ont pu bénéficier d'un programme du gouvernement, avec 34 lauréats soutenus par France 2030, 20 par France Relance, ce qui est le signe de la cohérence de l'action publique, mais aussi du fait qu'il faut tenir dans la durée. Ce sont des entreprises qui ont parfois été aidées en 2020, 2021, puis elles ont continué. Elles ont eu d'autres dispositifs et elles arrivent aujourd'hui à l'excellence, et ce chemin se poursuit.

Cinq lauréats sont également issus des promotions du programme Étincelles, programme auquel je tiens beaucoup, que nous avons lancé il y a deux ans et qui offre un accompagnement personnalisé à nos PME en croissance. C'est un programme qui est conçu entre BPI, les ministères, qui est très important et qui produit ces résultats avec le cadre macroéconomique qu'on a bâti, parce que cette stratégie ETI qu'on a lancée il y a cinq ans, ici même, qui a été complétée par le programme Étincelles il y a deux ans, elle produit des résultats. On avait, c'était une des faiblesses françaises, 5 800 ETI en 2017. On est aujourd'hui à 7 300. On n'a jamais eu une telle progression malgré la crise Covid, malgré l'inflation. Ça veut dire que cette phase de croissance, si on l'accompagne des bons dispositifs, fonctionne, et l'objectif doit être de rester à 10 000 en 2030. Il est atteignable. C'est aussi tout le sens, donc vous voyez la cohérence de ces programmes et l'ensemble des programmes, et donc de celles et ceux qui sont exposés.

Au fond, cette séquence va trouver aussi un aboutissement avec ce qu'on va faire lundi avec nos ministres, avec Choose France, Éditions France, parce que pour la première fois, ce qu'on fait depuis huit ans, en attirant les investisseurs internationaux à venir sur tous nos territoires, et année après année, à bâtir des investissements, construire des usines, etc., on va le faire pour accompagner nos entreprises françaises et nos grands groupes pour investir davantage sur notre propre territoire. La première édition, c'est lundi, avec de nombreux projets. Des annonces seront faites par les ministres dimanche, lundi et mardi.

On attend pour ce week-end 9 000 visiteurs qui pourront admirer tous ces produits avec, comme je le disais, chacun de nos départements de métropole et d'outre-mer ici représentés. Les trois quarts des entreprises lauréates sont des PME et TPE, ce qui montre la grande vitalité de ce territoire, de ce tissu économique. Et j'ai également une pensée pour Mickaël Pantin, jeune photographe de 14 ans, qui expose ses photos au Palais de l'Élysée durant toute l'exposition et qui nous donne à voir l'industrie dans toute sa force, Monsieur le Ministre. C'est un magnifique ambassadeur de notre industrie à travers ses photos. J'espère aussi que cette exposition permettra de rendre visible ce secteur essentiel.

Et puis je veux, au moment des remerciements, remercier également les équipes de l'Élysée qui ont travaillé sans relâche ces dernières semaines et même ces dernières heures, souvent avec les exposants, pour permettre, en parfaite collaboration, que tout soit fait dans les meilleures conditions pour vous, pour vos produits, et qu'on puisse organiser ces 9 000 visites durant le week-end. Merci à vous.

Alors je voulais, en vous accueillant, en ayant fait ces remerciements, en vous disant ma fierté d'être à vos côtés ce soir et la fierté collective qu'on doit avoir au moment d'exposer ces magnifiques trésors du fabriqué en France, vous dire quelques mots des batailles que vous incarnez, que nous prenons ensemble et qu'on doit continuer de mener. Alors, en disant ça, évidemment, j'interviens dans un moment un peu particulier de la vie politique et démocratique. Ça n'a échappé à personne, je sais bien ce qu'on va dire. Est-ce que j'ai changé de politique économique ou de ce que je crois être bon pour le pays ? Non. Et d'ailleurs, ce que je viens de commencer à vous dire le montre, je pense que ce qu'on a fait depuis huit ans fonctionne. On a augmenté l'attractivité, on a baissé le chômage, on a l'une des plus fortes croissances d'Europe, les chiffres de ce trimestre montent encore, la moitié de la croissance de la zone euro, c'est la France. On a augmenté le taux d'activité, baissé le chômage des jeunes, etc., etc. Donc les résultats sont là. On a endigué, stoppé douze ans de désindustrialisation et on commence à remonter.

Néanmoins, il y a un contexte qui est nouveau et ce qui n'est pas nouveau, c'est que nous sommes une démocratie. C'est une bonne chose. Donc, est-ce que j'ai changé pour ma part de conviction sur la politique économique ? Non. Est-ce que je suis d'accord, est-ce que je pense que c'est une bonne chose ce qui est voté tel ou tel jour, ou telle ou telle heure ? Parfois oui, parfois non. Mais est-ce que je pense que c'est une bonne chose que le gouvernement, avec le Parlement et les forces politiques qui y sont présentes, cherchent à trouver des compromis, à bâtir des compromis pour la stabilité du pays ? Oui, ils ont raison de le faire. Donc, on est dans une situation qui est certes imparfaite, mais qui a été voulue par les Françaises et les Français, parce qu'on ne peut pas mener une politique si elle n'est pas soutenue par la majorité dans une démocratie. Donc, il faut trouver ce chemin, mais ce chemin aussi, il faut l'éclairer à l'aune de ce qui est fait, des résultats obtenus, et en regardant ce qui marche et ce qui ne marche pas. Voilà, je vous le dis pour me dire d'où je parle avec mes convictions, avec aussi une situation démocratique parlementaire qui est ce qu'elle est, la nécessité de bâtir des compromis, mais néanmoins la conviction qu'il faut garder quelques axes.

C'est là-dessus que je voulais revenir. La première, c'est qu'il faut garder de la cohérence et de la compétitivité économique. Je crois que l'industrie, le fabriqué en France, nécessite de donner à nos entrepreneurs les moyens de réussir avec leurs collaboratrices et les collaborateurs. Ce qui a marché, ce qui marche, c'est quand même de donner de la stabilité, de la visibilité, de la constance dans les politiques publiques. Donc, quand on a réduit le coût du travail, augmenté la flexibilité, entrepris de nombreuses réformes, macroéconomiques, réduit aussi le coût du capital dans notre pays, c'est comme ça qu'on a réussi à stopper les douze ans de désindustrialisation dont je parlais, rouvert 300 nouvelles usines en net, c'est-à-dire qu'on en a fermé plusieurs centaines, on en a ouvert bien plus de 300, mais en net, on est à plus de 300 sur ces dernières années, et qu'on a plus de 10 000 nouveaux emplois directs dans l'industrie en huit ans, beaucoup plus au total puisqu'on a plus de 2 millions d'emplois qui ont été créés.

Ces résultats ne viennent pas tout seuls. C'est un cadre de confiance, de compétitivité qui est donné à des entrepreneuses et des entrepreneurs qui ensuite embauchent et investissent. Ça, il faut le garder parce que ça a marché. C'est le sens de Choose France, de France 2030, qui ont contribué à cela. On a réussi, tout en baissant les émissions de CO₂, à créer des emplois parce qu'on a multiplié par quatre les baisses d'émissions de CO₂. Donc, on a réussi à être plus compétitifs et plus décarbonés. Donc là aussi, il ne faut pas, en ce moment, dans le débat public, faire des oppositions d'avant-guerre. On peut réindustrialiser le pays en décarbonant. Et c'est d'ailleurs ce qu'on veut faire, ce qu'on est en train de faire.

Pour ça, ça suppose de la stabilité, de la simplification. Il y a des textes en cours au Parlement et on doit l'accélérer. C'est ce qu'on doit faire pour développer plus vite encore l'industrie verte, pour créer plus vite encore les data centers, les infrastructures de l'intelligence artificielle, pour plus vite encore déployer les projets de décarbonation, de nos sites industriels. Si on veut garder nos grands cimentiers, nos grandes aciéries, nos ports, il faut aller beaucoup plus vite dans la décarbonation. Tout ça, c'est ce qu'on veut faire au niveau national. C'est ce qu'on se bat pour faire aussi au niveau européen. Donc, l'agenda de simplification, ce qu'on fait avec l'Allemagne en particulier, on a un agenda pour simplifier les choses, avec un vote qui s'est encore fait hier. C'est donner un cadre pour vous permettre d'aller plus vite.

On commence à avoir les premières victoires européennes. Sur les directives qui étaient les plus contestées et qui ralentissaient, on doit continuer absolument ce travail. Simplification et innovation, au niveau français comme au niveau européen, on doit continuer d'investir dans l'innovation. Permettre pour ça aux entreprises de le faire et avoir des dispositifs comme France 2030 d'avancer. France 2030, c'est 55 milliards d'euros d'investissement au total en sortie de Covid. On en a engagé 40 milliards. C'est ce qui permet à plusieurs lauréats d'être là, mais à beaucoup d'entreprises sur des innovations de rupture de passer un cap. C'est ce qu'on veut développer au niveau européen dans le prochain budget en allant plus vite et plus fort, et en ayant aussi une plus grande intégration du marché européen, et en ayant un cadre d'investissement privé qui permet de répondre à ce défi.

Ensuite, deuxième élément à côté de la compétitivité, il y a la souveraineté. Ces dernières années, nous avons beaucoup relocalisé. Et vous m'entendez parler depuis huit ans de souveraineté, d'autonomie européenne, de souveraineté européenne. Au début, c'était un gros mot. On disait que c'était un mot français. C'est devenu, à partir de 2022, le cœur d'une doctrine européenne. Maintenant, il faut passer à l'acte, mais passer beaucoup plus vite. Je le dis dans un moment, honnêtement, de grand danger, parce que nous, ceux sur quoi on se bat, on a des premiers résultats. On a réussi à relocaliser des choses ensemble ou à rebâtir. Moi, je me souviens, dans cette salle, il y a sept ans et demi, je disais qu'on doit aller plus vite sur le véhicule électrique. Certains étaient présents, ils s'en souviennent peut-être, ils disaient pas trop vite, on ne fait pas une seule batterie électrique en Europe. Vous n'emballez pas, tout est fait en Corée du Sud et en Chine.

On s'est battus, on produit des batteries électriques sur notre sol, donc il n'y a pas de fatalité. On l'a fait par un investissement massif, en engageant avec vos territoires, vos régions. Dans les Hauts-de-France, on a vraiment une vallée de la batterie qui est formidable. On a dans les Hauts-de-France, avec Vercors aussi, en aura des acteurs de la batterie aujourd'hui, du stockage d'énergie, qui n'existaient pas à ces temps. C'est de la souveraineté, ça a été une politique de relocalisation. Et pied à pied, on doit absolument continuer de le faire, en matière de santé, en matière de gigafactory, etc. Ce que je citais là pour les Hauts-de-France ou Auvergne-Rhône-Alpes, je pourrais en parler pour Chalampé dans l'Est, ou Fos-sur-Mer pour l'industrie aussi, on relocalise de l'activité. Cette capacité à relocaliser, elle est clé.

Néanmoins, accélération de la mondialisation, c'est ce qu'on est en train de vivre, brutalité des échanges commerciaux, on doit protéger plus vite et plus fort. Pourquoi ? Parce qu'il y a une concurrence déloyale qui s'installe. Elle s'installe par la surproduction venant de Chine, qui vient taper énormément de secteurs industriels. Plusieurs d'entre vous y sont exposés. C'est cette surproduction chinoise qui s'est accélérée à la sortie du Covid, ajoutée aux tarifs américains, qui fait que beaucoup de produits venant, par exemple, d'Asie du Sud-Est, qui allaient vers le marché américain, sont redirigés vers l'Europe.

Donc, il faut qu'on assume une politique de protection de notre industrie. Et ce n'est pas un gros mot. Et là aussi, c'est un en même temps qu'il faut assumer. Il faut tout à la fois une politique de compétitivité qui passe par simplification, amélioration du coût du travail et du coût du capital, innovation, et une politique de protection, si on ne veut pas se laisser déborder. Et il faut l'assumer. C'est le cœur du combat qu'on mène en Europe. Je peux vous le dire, la France le mène parfois seule, et elle le mène parfois contre beaucoup de ses alliés. Je le dis aussi, moi, j'ai besoin de votre soutien. On n'entend pas assez. On entend souvent nos filières ou nos industries dire que le gouvernement ne fait pas ceci ou cela. Mais là, le gouvernement a besoin que vous soyez à ses côtés pour vous battre en Europe et pour porter ça. Parce que ces victoires qu'on a obtenues sur la protection, ce sont les nôtres à 100 %, je peux vous le dire. Sur l'acier, les mesures de sauvegarde qu'on a obtenues, c'est la condition. Aujourd'hui, sinon, on ne parlerait ni de Dunkerque ni de Fos. C'est parce qu'on s'est battu et on a arraché de la Commission européenne des mesures de sauvegarde qui permettent de remettre des tarifs au-delà d'un certain seuil à l'acier qui vient hors d'Europe.

On va obtenir dans les prochaines semaines l'amélioration de ce mécanisme carbone aux frontières. Sinon, on demande aux industriels de décarboner et on importerait pas simplement de l'acier, mais des produits finis. Donc, on doit raffiner, on le sait bien, ce mécanisme. Et ça, c'est aussi la France qui se bat aux avant-postes pour le faire. La taxe sur les petits colis qu'on vient d'obtenir au niveau européen, qui suit ce que la France a fait ces derniers jours. Vous avez vu les ministres se mobiliser face aux petits colis qui, eux, viennent déstabiliser nos commerces de centre-ville. Regardez combien nos centres-villes, nos centres-bourgs sont parfois balayés par la concurrence déloyale de petits colis qui viennent du bout du monde. Plus de 4,5 milliards de petits colis qui viennent du bout du monde. Plus de 4,5 milliards de petits colis l'année dernière en Europe. C'est une concurrence déloyale parce qu'ils ne payent pas les taxes directement sur le sol européen. Souvent, ils ne respectent pas les règles phytosanitaires, sanitaires de sécurité et de sûreté. On a mis les contrôles, on a obtenu de l'Europe les premières mesures de protection avec la taxe petits colis.

On doit absolument multiplier ces mesures de protection. La protection pour laquelle on se bat aujourd'hui, c'est celle d'une préférence européenne qui doit intégrer dans les chaînes de valeur une capacité à produire en européen. Ça, j'ai besoin des filières et de l'intégration des filières à nos côtés parce que parfois, on n'est pas tous d'accord et parfois, on a certains pays qui sont moins d'accord avec nous. Soyons clairs. Parce que beaucoup de pays ont organisé leur industrie avec, si je puis dire, des dépendances ou en ayant des marchés finaux qui protègent. Ils sont moins enclins que nous à mener cet acte de résistance.

Parfois, il y a des divisions dans nos filières. Il y a des constructeurs automobiles, ils étaient pour qu'on mette la taxe sur les véhicules électriques qui venaient de Chine, ce qu'on a fait, politique que la France a poussée contre la concurrence déloyale des véhicules électriques chinois. Les résultats sont là. On a baissé les volumes. Mais ils sont moins enclins à ce qu'on mette de la préférence européenne sur les sous-traitants parce qu'ils ont des sous-traitants chinois et que ça leur coûte moins cher. Le problème, c'est que derrière, vous avez des PME, des ETI sur nos territoires qui ont besoin que les industriels européens, ils aient une préférence européenne. Les Américains le font, les Chinois le font, tous les autres le font. On peut pas être les seuls à pas avoir une préférence régionale. On doit absolument se battre sur ces mesures de protection. Les comités stratégiques de filière sont un levier majeur d'évolution des secteurs industriels dans ce cadre. Je compte vraiment sur le Conseil national de l'industrie, sur les filières, les comités stratégiques de filière, M. le ministre pour avancer. Ça, vraiment, protéger la souveraineté, c'est clé.

Troisième axe sont nos territoires. Je l'ai évoqué, Mme la ministre. Certains territoires subissent des baisses de population. On connaît les difficultés. Il y a une très grande hétérogénéité démographique. Mais on a beaucoup de territoires pour lesquels il n'y a pas de fatalité. D'ailleurs, pour aucun, en fait. C'est des projets qui permettent de repeupler. Ce sont des projets économiques et industriels qui s'accrochent sur des politiques publiques qui permettent de le faire. Ce qu'on a fait avec petites villes de demain, avec action cœur de ville, avec les maisons France service, avec le plan de relance qui est érigé. On veut le poursuivre par une nouvelle génération de projets de terrain avec, justement, nos industriels, nos acteurs locaux. Et je veux remercier ici tous les entrepreneurs et leurs équipes. Je voulais insister sur ce point. C'est pour moi le troisième axe qu'il ne faut pas oublier. C'est cette stratégie de proximité. Et elle est clé.

Parce que je vais vous dire, quand on regarde aujourd'hui les difficultés qu'on a pour le retour à l'emploi, sous le contrôle du ministre, on a mis beaucoup de dispositifs. On est en train de lancer une nouvelle génération avec France Travail de mécanismes. Mais très souvent, les freins pour le retour à l'emploi, c'est le coût de la vie. Donc, la capacité à remettre de l'emploi industriel dans des villes moyennes, dans des petites villes, dans des villes sous-préfecture, est clé. Parce que le coût de la vie et donc le pouvoir d'achat qu'a un salarié n'est pas du tout le même que quand on reste dans des métropoles ou dans des grandes villes, et donc c'est aussi une stratégie. Et ça, je remercie nos régions qui sont très vigilantes sur ce point et qui nous aident à coordonner cette action. Mais on va être très vigilants pour aider beaucoup de projets qui permettent d'aller dans ce sens.

Quatrième élément sur lequel je voulais insister, ce sont nos talents. Je l'ai évoqué avec les WorldSkills. Pour beaucoup d'entre vous, je le sais, chez certains, c'est la concurrence internationale, c'est le cadre économique, c'est les incertitudes. Mais quand je parle avec vous, souvent, la principale difficulté, c'est de trouver les talents, de réussir à les embaucher et ou à les fidéliser. Donc, la bataille pour les talents est clé. Le fabriquer en France, c'est plus qu'un label, c'est un gage de qualité et c'est vraiment la France du mérite, la France du travail que vous représentez. C'est aussi pour ça qu'on veut vous accompagner en continuant d'améliorer les dispositifs de France travail pour vous aider à former et accompagner avec les collectivités territoriales compétentes les collaboratrices et les collaborateurs de demain.

Mais nous aussi, on veut continuer à mieux former nos jeunes et les former pour aussi aller vers les besoins de la nation. C'est tout le sens de la réforme qu'on est en train de lancer du premier cycle universitaire pour mettre de la transparence et évaluer les formations de premier cycle pour qu'elles correspondent aux besoins. C'est le cadre de la réforme qu'on a lancée sur l'apprentissage et qu'on doit absolument maintenir. Je fais confiance dans la sagesse des parlementaires et du gouvernement pour garder ce dispositif. En 2017 on avait 250 000 apprentis par an, on se battait depuis des années pour faire comme les allemands. On a fait une réforme, on l'a stabilisée, on est au-dessus de 800 000 apprentis par an depuis 3 ans. Au moment où je vous parle, on sera à 1 million d'apprentis. Je remercie tous les métiers, toutes les filières qui prennent chaque année des apprentis, toutes les tailles d'entreprise. C'est extrêmement important. Je vous remercie. Merci. Merci. C'est un investissement pour vous, je le sais, c'est du temps, mais c'est aussi un investissement pour vous parce que vous tendez la main à des jeunes et vous allez former les professionnels de qualité de demain. Mais pour la nation, c'est une formidable opportunité que ce million d'apprentis qu'on forme chaque année. Il faut le garder comme un trésor, continuer d'avancer.

Maintenant, ce sur quoi on est engagé, Monsieur le ministre, c'est vraiment cette bataille sur nos lycées professionnels auxquels on tient beaucoup. En matière des bacheliers, ça a souvent été la partie un peu plus oubliée. On a lancé il y a près de trois ans une réforme très importante et je remercie l'Education nationale, Travail et l'Emploi et nos régions d'être engagées main dans la main sur cette transformation. Mais la clé de cette transformation, c'est évidemment la carte des compétences, c'est-à-dire d'ouvrir des compétences dans nos lycées professionnels et des formations qui correspondent aux besoins d'aujourd'hui et de demain des territoires. De savoir fermer des formations qui n'ont pas de débouchés, soit académiques, soit en emploi, et d'ouvrir des formations sur les métiers qui sont en tension ou sur lesquels on identifie qu'il y aura des tensions.

Tous les métiers qui sont liés au nucléaire ou au renouvelable, on voit bien ce qu'on est en train de faire avec nos stratégies. On sait qu'on va continuer à en avoir besoin et on sait qu'on a, sur beaucoup de territoires, ces besoins. Il faut qu'on continue à adapter les choses. C'est un investissement qui est pertinent et c'est ce qu'on doit à nos jeunes, et c'est ce qu'on doit faire pour que les jeunes puissent se mettre dans les domaines de la politique éducative.

Voilà, je ne veux pas être plus long, mais c'est ce que je voulais vous dire ici en vous recevant. C'est un message de fierté, avec mes remerciements, mais c'est un encouragement à tenir. Et à tenir en regardant tous les résultats qu'on a obtenus, et en se disant qu'au-delà de l'écume de l'actualité, par la constance qu'on aura tous ensemble, par les combats qu'on va mener au niveau européen pour aller plus vite sur l'innovation ou la protection, et par ce travail constant qu'on doit avoir ensemble pour tenir les quelques axes que je viens d'évoquer, on continuera d'avoir des résultats.

Ce n'est pas à vous que je vais le dire. Vous vous battez depuis des années, parfois contre toutes les fatalités, contre toutes les difficultés, et vous êtes là. Donc moi, je continuerai d'être à vos côtés, les membres du gouvernement aussi, je le sais, nos parlementaires, pour continuer d'avancer, de valoriser les entreprises françaises et ce qu'elles produisent, mais voilà, de vous envoyer ce soir un message de fierté, d'énergie, d'envie. Ne cédez pas aux passions tristes. Ne cédez pas à la morosité. Ne cédez pas à quelques fatalités. On a tout dans nos mains. Tout. On est un pays fort, on est un pays qui a des talents, qui a des territoires variés, qui produit dans tous les domaines du jeu. Il faut juste qu'on continue de s'organiser comme on le doit et qui regarde le cap, les résultats.

On peut le faire parce qu'on l'a fait. Et on peut le faire parce que, je le vois, vous avez faim et vous avez envie. Et moi avec vous. Donc redoublons d'énergie pour que le fabriqué en France soit un choix de tous les jours, pour convaincre nos Français de ces perspectives, pour aider celles et ceux qui font, qui produisent, pour encourager nos compatriotes à acheter français, qu'il s'agisse de l'alimentation, de la gastronomie, qu'il s'agisse des produits industriels, qu'il s'agisse de tous les domaines du jeu, qu'il s'agisse de la haute couture en passant par notre industrie dans tous les domaines, parce qu'on en a besoin. Mais on y croit, on l'a fait, on va continuer de le faire.

Je vous remercie. Vive le fabriqué en France, vive la République et vive la France !